47e ANNÉE. — N° 16.616
DIRECTION & ADMINISTRATION : 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS : 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux
ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 1 an
Gironde et limitrophes 8 50 16 f. 30 f.
France et Colonies... 9 » 17 f. 32 f.
Etranger..... 10 » 20 f. 40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

SAMEDI 29 DÉCEMBRE 1917
SAINTE ÉLÉONORE
SOLEIL : lever 7 h. 41; couch. 4 h. 27
LUNE : D. Q. le 5; nouv. le 12

Mesurons notre Force

Plus la guerre se prolonge, plus il est nécessaire que les alliés luttent avec toutes leurs armes, diplomatiques et économiques aussi bien que militaires; ils se sont à peine avisés encore de la valeur, redoutable pour leurs adversaires, de la supériorité incontestable qu'ils détiennent par la maîtrise des principales matières premières de l'industrie.

En ce moment, la défaillance russe est l'objet de légitimes préoccupations; si le front oriental ne retient plus que des troupes austro-allemandes de seconde qualité, toutes les autres seront accumulées contre les Français, les Britanniques et les Italiens, autant que possible avant que l'armée américaine soit devenue plus qu'un appoint. C'est vrai, mais nous-mêmes économisons tout le matériel de guerre que nous envoyions naguère aux Russes, et tout le tonnage qui en assurait le transport à travers des mers relativement proches des bases de sous-marins allemands.

Puis, en matière économique, et mettant toutes choses au mieux pour nos adversaires, la Russie ne saurait leur fournir avant quelque temps les vivres dont ils ont un pressant besoin, avant plusieurs années, le coton, les minerais, les graines oléagineuses qu'ils importaient avant la guerre des pays actuellement leurs ennemis. L'avance économique de l'Entente, habilement maniée, peut être précieuse pour avancer la fin de la guerre; si les Allemands sont certains que, jusqu'à l'avènement de la paix des alliés, ils ne trouveront plus de quoi nourrir leurs usines, il n'est pas douteux que leurs hommes d'affaires, qui ont voulu et dirigent la lutte, viendront à résipiscence, empressés à sauver ce qu'ils pourront de leur mise.

Pendant l'été de 1916, un député anglais, M. Alfred Bigland, publiait dans le *Times*, sur cette capitale question, une série de lettres qu'il a depuis réunies en une brochure intitulée : « Comment cueillir les fruits de la victoire ? » Il y montrait la force pour les alliés d'un « contrôle » des matières premières dont ils sont libres de priver l'Allemagne. On nous permettra de rappeler qu'en France, la *Petite Gironde*, dès le 10 octobre 1917, marquait l'importance de cette « carte de guerre ». Le *Temps*, le *Matin*, d'autres journaux de Paris, la grande revue *l'Opinion*, M. Georges Hersent, dans le *Correspondant* ont récemment repris et développé ce thème : il n'en est pas de plus actuel.

Quelques chiffres suffiront pour préciser la situation relative des alliés et des empires centraux : ceux-ci, même en comptant les récentes plantations de l'Asie turque, ne produisent que quelques milliers de tonnes de coton; les alliés en détiennent 4 millions ½, dont plus des trois quarts sont le lot des Etats-Unis, de l'Egypte et de l'Inde. Les oléagineux sont divisés entre les deux groupes à raison de 150,000 tonnes du côté des Centraux, 6 millions 700,000 tonnes de l'autre. L'Entente, défalcation faite des totaux de la Russie, produit 76 millions de tonnes de maïs, 94 millions de tonnes de riz : les Centraux en ont 7 millions 500,000 et 100,000 tonnes. On constaterait des rapports analogues pour la laine, pour le cuivre, pour le caoutchouc, etc.

Quoi de plus naturel que la décision des alliés de se servir d'abord eux-mêmes, de faire passer les besoins des neutres après les leurs ? Telle est la pratique qui tend à s'établir sous nos yeux. On la trouvera peut-être un peu tardive après trois ans de guerre; mais il faut observer que le resserrement du blocus n'eût pas été possible avant l'entrée dans la lutte des Etats-Unis, qu'ont suivis le Brésil. C'est donc maintenant qu'il est loisible aux alliés de réaliser leur précieux gage économique. En s'y résolvant, ils n'ont nullement l'intention de continuer les hostilités sur un nouveau terrain, lorsque les belligérants auront déposé leurs armes, mais de faciliter aujourd'hui, de garantir ultérieurement l'œuvre de la justice internationale.

Un jeu de tarifs douaniers contre les produits allemands appellerait de la part de nos ennemis des tarifs de représailles, et ce serait alors une prolongation de la guerre. Tout autre chose est une répartition des matières premières; elle sera comprise de telle sorte qu'elle permette d'abord la restauration des pays envahis, qui ont été systématiquement vidés et l'on pourrait dire énervés par les occupants; puis elle tendra à fournir aux industriels des pays alliés ce qui leur sera nécessaire pour rétablir leur activité sur le plan des besoins du temps de paix. Les Allemands ne viendront à la distribution que dans la limite de « contingents » fixés; ceux-ci même leur seront refusés plus ou moins longtemps suivant qu'ils auront plus ou moins tôt accepté les conditions de la paix démocratique : restitutions, réparations, garanties; droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

Nous n'en sommes plus, heureusement, à la période des discussions académiques; le président Wilson a déclaré que cette reconnaissance du droit devrait précéder le retour aux conditions économiques normales; il fait saisir, en attendant, des stocks allemands de coton à concurrence de 750 millions de francs. En Angleterre, un protectionniste décidé, sir Edward Carson, se rencontra avec le libre échangiste Kuchman, et le ministre des finances, M. Bonar Law, traitant la question, prononça la phrase qui sert de titre à cet article : « Mesurons notre force ! » Chez nous, M. Loucheur prépare une législation des concessions minières qui écarte la participation des indésirables. Il appartient à nos hommes d'affaires de se dégager de quelques préjugés et de consentir, au besoin, quelques sacrifices pour apporter au plus tôt à nos soldats le réconfort de ce concours économique interallié.

Henri LORIN.

Les Difficultés qu'eurent les Anglais dans l'Est africain

Londres, 28 décembre. — La « Gazette officielle de Londres » publie une longue dépêche du général Hoskins, ancien commandant en chef de l'Est africain, relatant les opérations exécutées entre le 20 janvier et le 30 mai.

Le général Hoskins s'étend particulièrement sur les difficultés énormes causées par les pluies qui, ayant été plus fortes que depuis de nombreuses années, ont entravé sérieusement les opérations. Le général Hoskins rend hommage aux gouvernements des Indes, de l'Afrique du Sud, de l'Afrique Orientale, pour l'aide apportée, et remercie particulièrement le commandant en chef des Indes.

Il rend également hommage à l'esprit et à l'habileté des troupes, au travail exécuté par les troupes techniques, aux services du ravitaillement, de santé, des transports, de la marine marchande et de la marine de guerre.

Le général Hoskins fait ressortir que l'ennemi a souffert moins que les troupes britanniques, ses blancs étant habitués au climat et ses troupes de couleur étant composées d'indigènes. De plus, l'ennemi opérait sur les lignes intérieures avec des troupes aguerries. Sa force était augmentée par le fait que les troupes britanniques ne réquisitionnaient que ce dont les indigènes pouvaient se passer, alors que l'ennemi ne se faisait aucun scrupule de prendre ce dont il avait besoin et d'utiliser hommes, femmes et enfants comme porteurs pour les renvoyer ensuite affamés dans les lignes britanniques, augmentant ainsi les difficultés pour les troupes britanniques.

Le Maréchal Joffre à l'Académie

Paris, 28 décembre. — La nouvelle circulait depuis quelques jours qu'un fauteuil à l'Académie française avait été offert au maréchal Joffre. Des amis du maréchal Joffre avaient simplement proposé à l'Académie d'accueillir ce dernier en le dispensant de poser lui-même sa candidature. La compagnie a donc fait hier le geste de solliciter elle-même le maréchal. La note suivante était, en effet, communiquée par le bureau de l'Académie, à l'issue de la séance :

« L'Académie française ayant été pressentie au sujet de la candidature du maréchal Joffre, se montrera heureuse de recevoir dans son sein le glorieux vainqueur de la Marne. »

Le maréchal se trouve ainsi dispensé des visites aux académiciens, que la tradition impose aux candidats.

L'entrée du maréchal Joffre à l'Académie ne serait pas une invoation; plusieurs maréchaux ont déjà fait partie des quarante : D'abord, en 1714, Villars, le vainqueur de Denain — la Marne de 1712, — puis le maréchal d'Estrées, reçu en 1715; le duc de Richelieu, reçu en 1720; le maréchal de Belle-Isle, reçu en 1749; le maréchal de Duras, reçu en 1775; enfin, le prince de Beauvau, reçu en 1771 et qui fut maréchal en 1783.

Mort de Mme Judith Gautier

Paris, 28 décembre. — Une dépêche de Dinard annonce la mort de Mme Judith Gautier, fille du poète des « Emaux et Camées », épouse divorcée de Catulle Mendès.

Née à Paris en 1850, elle avait collaboré à divers journaux, publié de nombreux ouvrages et fait représenter plusieurs pièces dont l'une, « les Marchandes de Sourires », connut le grand succès.

Elle faisait partie de l'Académie des Goncourt.

La Conscription repoussée en Australie

Melbourne, 27 décembre. — Les derniers chiffres donnent 889,000 voix pour la conscription et 1 million 72,000 voix contre. Les ministres fédéraux reconnaissent que le gouvernement ne peut, après ce vote, rester au pouvoir

Les Opérations des Arabes contre les Turcs au Hedjaz

Le Caire, 27 décembre. — Voici des détails sur le rôle joué par les Arabes dans les opérations des six dernières semaines :

Du 8 au 12 décembre, les Arabes attaquèrent le chemin de fer syrien de Derna à Amman. Ils détruisirent deux locomotives, un certain nombre de voitures à voyageurs et de wagons de marchandises et un viaduc, de sorte que la circulation fut interrompue pendant six jours. Le 11 décembre, ils firent sauter et détruirent avec des mines un train qui transportait à Jérusalem Djemal pacha. Celui-ci, pour s'échapper, dut jeter ses décorations et ses insignes militaires, mais son aide de camp et les officiers de son état-major furent tués. Les pertes turques furent de 120 hommes. Les pertes des Arabes furent seulement de 7 tués et 4 blessés.

Du 14 au 18 novembre, un autre détachement intercepta la ligne du Hedjaz, entre Amman et Maan. Il fit sauter un train avec deux locomotives qui se dirigeait vers le nord, portant 60 hommes, et détruisit un pont de pierre près de la gare d'El Hasa, faisant prisonniers les soldats de l'escorte. Le même détachement prit encore d'autres soldats et deux officiers supérieurs turcs au cours des opérations qui suivirent.

Le 22 novembre, les Arabes repoussèrent, en lui infligeant des pertes, une patrouille turque de lanciers venue de Maan pour attaquer les tentes du voisinage de Batra, à 15 milles au sud-ouest de Maan. Les Turcs avaient fortifié ces points au mois d'août dernier, avec l'espoir de contenir les Arabes dans la région d'Akaba.

En Allemagne

Le Ministre de l'Armement relevé de ses Fonctions

Zurich, 28 décembre. — On télégraphie de Berlin qu'un décret impérial relève de ses fonctions le général Groener, ministre de l'armement, et lui confère le commandement d'un corps d'armée.

Les Troubles de Zurich sont bien d'Origine boche

Zurich, 28 décembre. — La « Nouvelle Gazette de Zurich » reproduit le mandat d'amener lancé par la police contre le socialiste allemand Waibel et l'anarchiste suisse Itschner, inculpés d'avoir organisé les émeutes de Zurich et d'avoir pratiqué l'espionnage pour le compte d'une puissance étrangère. Cette dernière inculpation confirme le bruit suivant lequel les troubles de Zurich auraient été préparés par des agitateurs étrangers. Elle est de nature à jeter une lumière nouvelle sur toute l'affaire. Une prime de 500 fr. a été offerte à quiconque facilitera la capture de l'un ou de l'autre des inculpés.

La Neige

Perpignan, 28 décembre. — Dans les Pyrénées-Orientales, le mauvais temps persiste. La Tet, l'Agly, la Basse sont en pleine crue, inondant les propriétés et les villages riverains. La mer est toujours démontée; les vagues atteignent, à Canet, la gare des tramways électriques : la route est sous l'eau et la circulation est interrompue.

La ligne de Cerdagne est coupée à Fontpedrouse par suite de l'amoncellement des neiges. La ligne de Saint-Paul-de-Fenouillet ne fonctionne pas étant coupée par les eaux de l'Agly. L'inondation a causé beaucoup de dégâts à Claira : l'eau entoure la ville de tous côtés.

Dans la Magistrature

Paris, 28 décembre. — M. Gaud, juge au tribunal de première instance de Montpellier, est élevé à la première classe.

M. Chardon, juge d'instruction au tribunal de première instance de Libourne, est élevé à la 2e classe.

A LA CHAMBRE

Séance de vendredi 28 décembre (matin).

On vote les pénalités qui puniront les manquements aux restrictions

Paris, 28 décembre. — La Chambre discute ce matin le projet de loi établissant des sanctions aux décrets rendus sur le rapport du ministre du ravitaillement général et aux arrêtés pris par lui.

M. de La Trémoille critique ce projet, qui tend à permettre de légiférer par décret pour éviter le contrôle parlementaire.

La politique suivie dans la question du blé est aussi l'objet des critiques de M. de La Trémoille; on a ruiné l'œuvre des lois de 1892 et négligé d'accumuler des stocks. Il est douteux que l'administration fasse preuve de plus de compétence si elle n'apporte pas un projet d'ensemble. (Applaudissements.)

Le député de la Gironde se refuse à donner au gouvernement le blanc-seing qu'il sollicite.

M. Léon Bérard, rapporteur de la commission de législation fiscale, expose que c'est une faiblesse que certains décrets n'aient aucune sanction. Il s'agit en la circonstance de permettre au gouvernement de prendre en matière de ravitaillement des décrets vraiment efficaces. (Applaudissements.)

Les restrictions s'imposent pour lutter et vaincre, et il faut qu'elles produisent leur plein effet.

M. Léon Bérard établit la parfaite légalité de cette loi, qui permet d'établir des sanctions pénales qui seront :

De 10 fr. à 2,000 fr. d'amende et de six jours à deux mois de prison pour une première infraction.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 2,000 à 6,000 fr.

Ces pénalités sévères, mais non excessives, peuvent être mitigées par l'admission des circonstances atténuantes.

Il faut, conclut M. Léon Bérard, que le gouvernement puisse employer avec vigueur les armes que nous allons lui accorder. (Applaudissements.)

M. Jean Durand refuse d'abandonner les prérogatives parlementaires aux mains du gouvernement.

M. Aldy, président de la commission de législation, réplique, démontrant que les prérogatives parlementaires ne sont pas supprimées et que ces dispositions exceptionnelles sont légitimées par l'état de guerre.

M. Victor Boret, ministre du ravitaillement : Le projet actuel qui, évidemment, porte atteinte à la liberté du commerce, sera appliqué avec prudence et modération. (Applaudissements.)

De nombreuses observations sont présentées, et après un long débat, on adopte l'amendement de **M. Bouisson,** par lequel il pourra, par décret, être procédé pour le ravitaillement à la réquisition de la marine marchande.

On adopte aussi une addition de **M. Lafont** (Loiret), par laquelle les décrets seront, dans le délai d'un mois, soumis à l'approbation des Chambres.

Après une série d'observations et une déclaration de **M. Boret,** ministre du ravitaillement, sur le régime de la pâtisserie à Paris, les articles et l'ensemble du projet sont votés à mains levées.

La Suppression du Taux du Blutage de la Farine

Paris, 27 décembre. — Le décret pris par le ministre du ravitaillement au 30 novembre dernier et portant réquisition des céréales, suppression du taux de blutage de la farine et instituant la carte éventuelle de pain, sera mis en vigueur dans son entier dès le 1er janvier 1918, sauf l'article concernant la carte de pain, dont l'application, comme nous le disions d'autre part, n'est pas encore nécessaire. La farine qui sera distribuée aux boulangers sera exempte de son et d'impuretés, mais elle sera livrée en quantités limitées, et il appartiendra aux boulangers eux-mêmes d'en faire la meilleure utilisation pour leur clientèle.

L'Affaire Caillaux

Machine en Arrière

Paris, 28 décembre. — Le groupe radical et radical-socialiste s'est réuni ce matin à la Chambre et s'est prononcé contre la décision prise dimanche dernier par le comité directeur de publier en brochure de propagande les discours de MM. Caillaux et Renaudel.

L'ordre du jour de M. Lafferre, qui a conduit à cette décision, est ainsi conçu :

« Le groupe radical et radical-socialiste de la Chambre donne mandat à son Comité directeur de s'entendre avec le bureau du Comité exécutif pour éviter toute manifestation engageant le parti pendant que la justice est saisie. »

L'Affaire Charles Humbert

SECONDE CONFRONTATION

Paris, 27 décembre. — De deux heures à sept heures et demie s'est poursuivie, aujourd'hui, la confrontation entre M. Ch. Humbert, Lenoir et Desouches.

Le sénateur de la Meuse connaissait-il l'origine des fonds ayant servi à acheter le « Journal » ? Le juge s'attache surtout à fixer ce point.

Lenoir a déclaré :

« Au cours de ma seconde entrevue avec M. Humbert, je l'ai informé que les fonds étaient fournis à mon père par un industriel suisse de ses amis. Il m'interrompit pour me dire : « Mon petit, votre affaire, je » la connais mieux que vous. »

» J'étais estomaqué, car, quatre personnes seulement étaient au courant : M. Schœller, mon père, Desouches et moi. Je pensai aussitôt que Desouches avait renseigné le sénateur. »

M. Humbert proteste énergiquement contre ces affirmations. « Ce n'est pas seulement une infamie s'exclame-t-il, mais encore c'est une sottise. En effet, dès que l'affaire Munir pacha éclata, seulement à cette époque, j'eus des doutes. Je priai alors les pouvoirs publics d'ouvrir une enquête sur Lenoir et Desouches. Successivement, je me suis adressé au Président de la République, au garde des sceaux, à la préfecture de police. »

Desouches, invité à s'expliquer sur ce point, affirme lui aussi avoir ignoré complètement à ce moment que le commanditaire de Lenoir était M. Schœller.

La confrontation reprendra demain.

L'Affaire Turmel

IMPORTANTES OPERATIONS JUDICIAIRES

Paris, 27 décembre. — M Daru, commissaire aux délégations judiciaires, aurait fait d'importantes découvertes au sujet de l'affaire Turmel, sur lesquelles on ne peut obtenir aucune précision.

LES VERIFICATIONS DU COMMISSAIRE DARU

M. Daru, commissaire aux délégations judiciaires, avait été chargé, par le capitaine Mangin-Bocquet, de diverses opérations et vérifications en Italie, relatives à l'affaire Turmel.

M. Daru, attendu très prochainement à Paris, aurait mené avec habileté sa mission, et il aurait fait, il y a quelques jours, à Rome, une découverte dont il augure de bons résultats.

Communiqués français

Du 27 Décembre (23 heures)

En ARGONNE, nous avons repoussé un coup de main ennemi.

Sur la RIVE DROITE DE LA MEUSE, l'activité des deux artilleries s'est maintenue très vive dans la REGION BOIS DES CAURIERES-BEZONVAUX.

Au nord-ouest de BEZONVAUX, nos batteries ont pris sous leurs feux des troupes ennemies qui se rassemblaient et les ont dispersées en leur infligeant des pertes.

Journée calme sur le reste du front.

Du 28 Décembre (14 heures)

Violent Bombardement en Lorraine

Au cours de la nuit, actions d'artillerie dans la région du BOIS DES CAURIERES.

En LORRAINE, dans le secteur de VÉHO, le bombardement a pris vers la fin de la nuit un caractère d'assez grande intensité.

En HAUTE-ALSACE, une de nos patrouilles a ramené des prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

Communiqués anglais

Du 27 Décembre (20 h. 50)

Aucun événement important à signaler, en dehors d'une certaine activité de l'artillerie ennemie au NORD DE SAINT-QUENTIN, vers ARRAS et MESSINES et à l'EST D'YPRES.

AVIATION. — L'aviation a montré de l'activité dans la journée d'hier pendant les interruptions des rafales de neige. Des clichés ont été pris, des bombes jetées sur divers objectifs et un grand nombre de cartouches de mitrailleuse tirées sur les tranchées allemandes.

Un appareil ennemi a été abattu.

Dans la nuit, profitant d'un court intervalle de beau temps, nos pilotes ont jeté des bombes sur les cantonnements ennemis à proximité des lignes. Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Du 28 Décembre (après-midi)

Aucun événement important à signaler.

La Guerre aérienne

Paris, 27 décembre (officiel). — **Nos avions de bombardement ont jeté 5,000 kilos de projectiles sur les gares et cantonnements ennemis de la région de Rethel et de Vouziers.**

Sur le Front italien

Pourquoi la Flotte autrichienne ne sort pas

Zurich, 27 décembre. — Le contre-amiral Dodler, dans son rapport sur l'état des forces navales de l'Autriche, a expliqué l'inactivité de la flotte de haute mer et l'absence de bataille décisive par l'infériorité numérique de la flotte autrichienne vis-à-vis de ses ennemis et par la situation stratégique qui ne permet pas à l'Autriche de risquer un combat contre des forces supérieures.

Les Autrichiens reçoivent des Renforts

Rome, 27 décembre. — On signale sur le front italien une nouvelle arrivée de troupes autrichiennes provenant de Roumanie.

Les Austro-Allemands vont poursuivre leur Offensive

Rome, 28 décembre. — Malgré la mauvaise saison, il paraît désormais certain que les empires centraux continueront leur offensive sur le front italien. Ces jours derniers, de nouveaux renforts allemands ont été signalés.

En Belgique

Explosion d'un train de munitions allemand bombardé par un aviateur anglais

Amsterdam, 27 décembre. — On mande de la frontière qu'un train de munitions a été récemment atteint dans la gare de Boulers par des bombes lancées par un aviateur britannique. Il y eut une formidable explosion. Le quartier de la gare de Boulers est presque entièrement détruit. L'aviateur fut contraint d'atterrir par le déplacement de l'air. De nombreux Allemands ont été tués, ainsi que des Belges qui avaient été forcés de travailler pour les Allemands.

Les Allemands continuent à dévaster la Belgique

Le Havre, 27 décembre. — Les autorités militaires allemandes ont commencé la coupe des arbres magnifiques formant la forêt de Pitersheit à Lanaeken, sur la Meuse. Dans la province de Limbourg, la dévastation est complète et l'envahisseur ne laisse aucun arbre debout.

Le Kaiser faillit être tué par les Aviateurs britanniques

Genève, 28 décembre. — Au cours du raid britannique sur Mannheim, la veille de Noël, le kaiser et son état-major l'ont échappé belle. Ils revenaient du front de Verdun, en route pour Berlin. Le train spécial a traversé la gare de Mannheim à peine une heure avant que la construction n'en fût partiellement démolie par des bombes britanniques.

Le train impérial a été le dernier à quitter Mannheim; aucun autre n'était encore arrivé de cette direction. La voie a été détruite à quelque distance au delà de la gare, coupant ainsi les communications avec le Nord.

Deux bombes tombèrent sur le palais du Palatinat et une sur le pont suspendu qui traverse le Necker. Les deux constructions furent sérieusement endommagées. Une usine de munitions, dans un faubourg au nord de la ville, sauta; mais, comme la plupart des ouvriers étaient absents, il y eut peu de victimes.

Un certain nombre de personnes furent tuées et blessées dans la ville. Les journaux allemands ont commencé leurs récriminations contre la « méchanceté » de bombarder des « villes ouvertes tout à fait innocentes ».

Au Portugal

PAS DE MOUVEMENT MONARCHIQUE

Lisbonne, 28 décembre. — Une note officieuse dément qu'un mouvement monarchique ait éclaté à Cabeceiras-Basto. Il ne s'agit là, dit la note, que d'incidents insignifiants provoqués par la politique locale.

LES ÉVÉNEMENTS DE RUSSIE

Un Nouveau Parti

Collision entre Chinois et Russes à Kharbine

Les " Régénérateurs " de la Russie

Pétrograd, 27 décembre. — Un nouveau parti vient de se constituer avec le programme suivant : « Régénération de la grande Russie, licenciement immédiat de l'armée et rejet d'une paix humiliante et séparée. »

Les Maximalistes de Kharbine désarmés par les Chinois

New-York, 28 décembre. — On mande de Tokio :

D'après une nouvelle de source autorisée, une collision s'est produite, dans la matinée du 26 décembre, à Kharbine, entre les troupes chinoises et les maximalistes. Les Russes se sont rendus; ils ont été désarmés.

Londres, 27 décembre. — L'Agence Reuter apprend de source japonaise autorisée, que d'après les télégrammes les plus récents, les troupes chinoises fortes de 5,000 hommes s'occupent au maintien de l'ordre à Kharbine. On dit que la moitié de la garnison russe de Kharbine qui se compose de 8,000 hommes, fait cause commune avec les maximalistes.

L'Ukraine offre du Blé contre l'Or détenu par les Bolcheviks

Pétrograd, 26 décembre. — Krylenko télégraphie aux commissaires du peuple que le président du comité ukranien de ravitaillement a déclaré que l'interdiction d'exporter les approvisionnements ukraniens serait levée si les commissaires du peuple transféraient un milliard de roubles à la succursale de l'Etat de Kiev. Krylenko conseille aux commissaires d'accepter cette proposition.

Plusieurs régiments de Pétrograd ont refusé de combattre contre la Rada. La famine menace Pétrograd, qui n'a plus que pour huit jours de vivres. Les transports sont complètement arrêtés. La Rada retient 330 wagons de provisions du Caucase, 250 wagons de Sibérie ne sont pas arrivés. Le Don retient également des wagons; plusieurs centaines d'autres ont été pillés en route.

La Situation paraît favorable aux Ukraniens

Pétrograd, 27 décembre. — Faute de renseignements sérieux, on ne saurait dire encore d'une façon certaine ce qui se passe entre les forces ukraniennes et les maximalistes, et entre ces derniers et les cosaques de Kaledine.

Les journaux affirment, contrairement au Communiqué du chef du détachement des troupes maximalistes, qui annonce la déroute des forces de Kaledine, que celles-ci ont battu, pour la deuxième fois, leurs adversaires.

En réalité, la bataille de Brailov, gagnée par les Ukraniens, renforcés de corps de cosaques, rend la Rada maîtresse de la voie ferrée de Kiev à Odessa.

Partout, les gardes rouges ont été désarmés et leurs chefs arrêtés. Deux régiments ukraniens venus du front nord ont été dirigés vers les secteurs de Prosainov et de Volotchisk, où l'on signalait, depuis quelques jours, une concentration importante de forces maximalistes.

L'accord est parfait sur tous les points entre la Rada et les chefs cosaques, avec ce résultat que le front sud-ouest reste d'une solidité absolue.

Ce que sont les " Victoires " des Troupes des Bolcheviks

Stockholm, 28 décembre. — Les journaux bolcheviks de Pétrograd continuent à publier des bulletins quotidiens de victoires remportées sur l'armée de Korniloff. Or, selon des renseignements absolument sûrs reçus ici, il n'y eut, jusqu'à présent, aucun des renseignements absolument sûrs cheviks et les échelons de Korniloff, dont les mouvements ne visent aucunement à attaquer les unités envoyées de Pétrograd.

Le Communiqué maximaliste annonçait hier une nouvelle et éclatante victoire, déclarant que les échelons de Korniloff furent rejetés à 100 verstes au sud-est de Kharkov.

Or, le journal « Youjuy Kray », paraissant à Kharkov, écrivait, il y a cinq jours : « Le plan de Korniloff est évidemment de se joindre aux troupes de Kaledine en opérant un mouvement vers le sud-est. Les engagements qui pourront avoir lieu avec les forces bolcheviks ne seront donc que des escarmouches de flancs-gardes. »

Les chiffres des pertes publiées par les maximalistes démontrent clairement qu'il ne s'agissait que d'une rencontre de patrouilles.

L'Evacuation de la Finlande par les Russes

Stockholm, 28 décembre. — L'évacuation de la Finlande par les troupes russes a maintenant commencé sérieusement.

Un Navire aux Mains des Cosaques

Rostoff, 26 décembre. — Les cosaques du Don se sont emparés du transport « Kolhida », qui s'est échoué, il y a quelques jours, après avoir été bombardé. Il a été rebaptisé « Ataman Kaledine ».

L'Attaché militaire américain à Pétrograd désavoué et rappelé

Washington, 28 décembre. — Le gouvernement fédéral a décidé de rappeler le colonel Judson, attaché militaire américain à Pétrograd, qui aurait paru disposé à entrer en rapport avec les maximalistes et qui avait été désavoué par son ambassadeur.

Les Fonds français en Russie

Paris, 28 décembre. — La proposition de résolution de M. Lacave-La Plagne, député des Hautes-Pyrénées, pour sauvegarder l'avenir des fonds russes possédés par des Français, consiste en une consolidation par l'Etat français des fonds russes vis-à-vis des porteurs français. L'Etat « garantirait un intérêt de 7 %, par exemple, de l'intérêt normal à ceux des porteurs de fonds russes qui accepteraient l'échange de leurs titres contre des fonds 4 % nationaux calculés au taux d'émission. Comme contre-partie de cette opération qui ne chargerait l'Etat que d'une dette supplémentaire représentant le prix de trois mois de guerre, le gouvernement français devra obtenir de la Russie et de ses différents Etats, le régime de la porte ouverte pendant 25 ans ».

Les fonds français placés en Russie s'élèvent à une somme de 17 milliards. Que sont-ils devenus ? Un haut personnage de la colonie russe de Paris, particulièrement qualifié pour parler des questions financières, a déclaré à ce sujet :

« La Russie a fait face à toutes ses échéances : elle continuera. La plus grande partie du Trésor a pu être soustraite au pillage des Bolcheviks et se trouve en lieu sûr. Une seule chose pourrait nous empêcher de tenir nos engagements : une invasion subite de la Russie du Sud par les Austro-Allemands. Reportez-vous aux dernières nouvelles officielles; vos angoisses se calmeront. Et surtout n'attachez qu'une relative attention aux racontars des journaux ».

Les Propositions de Paix allemandes

LES COMMENTAIRES QU'ELLES PROVOQUENT

La Presse allemande satisfaite

Bâle, 27 décembre. — Les journaux allemands de gauche et les journaux gouvernementaux se disent très satisfaits de la séance de Noël de la Conférence de Brest-Litovsk.

Le « Lokal Anzeiger » estime que la Conférence a abouti à un résultat d'une importance mondiale.

Pour la « Gazette de Voss », le nouveau gouvernement démocratique de Russie a donné aux puissances centrales un certificat attestant que leur politique de paix est pure de toute idée de conquête et de toute intention violente.

Certains organes, cependant, ne peuvent dissimuler que l'horizon est loin d'être complètement dégagé de nuages.

La « Gazette de Francfort », notamment, après avoir dit que les nouvelles de Brest-Litovsk sont dans l'ensemble extrêmement réjouissantes, ajoute :

« Mais après tant de désillusions, on devient prudent; il faut nous garder de tomber dans l'exagération. Il peut se produire des incidents imprévus, des difficultés susceptibles d'arrêter ou du moins de retarder le cours des événements. »

De son côté, le « Berliner Tageblatt » croit difficilement que l'Entente sera touchée par l'invitation qu'on lui adresse, et que les murailles qu'édifient toujours et de nouveau les partisans de la guerre soient renversés.

La Presse autrichienne

Bâle, 27 décembre. — Appuyant les manœuvres des empires centraux à Brest-Litovsk, la presse autrichienne affecte de croire que les bases de la paix générale sont maintenant nettement établies, grâce au désir de paix de la Quadruplice.

Le « Fremdenblatt » voit dans la rapidité avec laquelle les événements se déroulent à Brest-Litovsk la preuve de la sincérité du désir de paix de la Quadruplice et de la Russie.

La « Neue Freie Presse » essaie de convaincre l'Entente qu'elle doit conclure la paix qui lui est offerte : « Ces principes de paix générale, dit-elle, constituent pour l'Entente un pont d'or. »

La Presse anglaise

Londres, 28 décembre. — L'opinion de nos alliés, comme le montre la dépêche suivante, est en parfait accord avec nous et ne prendra les propositions allemandes que pour ce qu'elles valent.

Le « Times » dit : « Une paix envisagée de cette façon par les puissances centrales et reconnue par les délégués bolcheviks comme étant conforme à leurs principes, laisserait les empires coalisés victorieux dans la guerre actuelle et l'Allemagne conserverait tout son pouvoir pour troubler le monde à sa guise et se consacrer utilement à la préparation d'une guerre prochaine. »

Du « Daily News » : « La solution que nous offre l'Allemagne pour des questions vitales comme celle de la Belgique et de la Serbie, est absolument inacceptable. Elle applique d'un autre côté aux problèmes d'Alsace-Lorraine, de Pologne, une formule qui équivaut à un refus de garantie et de satisfaction à donner aux justes revendications de leurs habitants. Enfin, elle passe sous silence d'autres questions primordiales, comme la création d'une Société des nations. »

Le « Morning Post » écrit que la réponse a été rédigée avec toute la subtilité dont dispose le Ballplatz et la Wilhelmstrasse pour ne pas détacher par la frayeur le poisson russe de l'hameçon et laisser des échappatoires à l'Allemagne elle-même.

Du « Daily Mail » :

« Les Allemands veulent simplement occuper les Russes par des négociations pendant que les troupes allemandes sont envoyées en toute hâte vers l'ouest pour la lutte finale.

» L'Allemagne ne rendra rien de ce qu'elle tient aussi longtemps qu'elle n'y sera pas contrainte. Les arguments n'auront effet sur elle que lorsqu'elle sera battue sur le champ de bataille. »

Du « Daily Express » :

« Les alliés exigent des restitutions et des réparations; l'Allemagne admet le principe des restitutions, mais refuse les réparations. Les alliés pourraient admettre qu'une pareille injustice soit faite à la Belgique et à la Serbie ? Pouvons-nous reculer devant les problèmes de l'Alsace-Lorraine et du Trentin ? Les alliés répondront à l'Allemagne, et lorsqu'ils affirmeront qu'ils n'ont pas l'intention de détruire l'Allemagne, le peuple allemand lui-même brisera le militarisme qui tente de conquérir le monde. »

Du « Daily Chronicle » :

« La nouvelle offensive pacifiste allemande ne vise pas tant la Russie que les alliés, et, venant en même temps que l'attaque allemande dans l'ouest, elle est sans doute précurseur de propositions allemandes de paix plus tangibles. L'Allemagne peut toujours avoir la paix, mais à des conditions qui libèrent le monde du cauchemar de la guerre actuelle et de la guerre future. »

La Presse française

Paris, 28 décembre. — La paix qu'offrent les Austro-Boches, dit M. Gustave Hervé (la *Victoire*), c'est purement le coup de la partie nulle, le retour à la situation territoriale d'avant la guerre; c'est la paix allemande tout bonnement. Il est vrai que le gouvernement de Lenine, pour sauver la face, a pris des airs de grand seigneur et a fait semblant de poser des conditions de paix démocratiques :

L'état-major allemand a dû avoir peine à garder son sérieux en entendant ces vaincus qui n'avaient plus d'armée lui poser des conditions de paix « démocratiques » à lui état-major allemand, le représentant du dernier empire féodal et militaire qu'il y ait en Europe !

Que nos soldats, là-bas dans les tranchées, retiennent cette prédiction : aujourd'hui les Allemands, poussés par l'Autriche qui est à bout, nous offrent la paix allemande; dans six mois, ils nous demanderont la paix française !

Ces conditions de paix telles qu'elles nous sont présentées et à l'heure où elles le sont, dit M. Alfred Capus (*Figaro*), constitueraient, si nous les acceptions, une défaite dont nous ne nous relèverions pas :

Les propositions du comte Czernin ne sont qu'une tentative désespérée sur l'opinion publique. Elles se relient, par conséquent, à cet ensemble de manœuvres depuis longtemps dénoncées et qui se heurteront, cette fois-ci encore, à d'inébranlables résolutions.

En somme, pour le *Matin* :

Par les propositions indirectes et imprécises qu'elle nous invite à méditer durant un délai de dix jours, l'Allemagne montre qu'elle n'a renoncé à aucune de ses ambitions, dont la première est de faire de la Russie une véritable colonie, et elle prouve en outre qu'elle voudrait bien devoir à la ruse des avantages qu'elle n'est aucunement sûre de conquérir par la force. Le gouvernement français, prenant hautement ses responsabilités, a mis à nu cette insidieuse tentative.

En vue de la riposte à faire à la manœuvre de l'Austro-Allemagne, deux conclusions essentielles sont à retenir des propositions de paix ennemies, estime Saint-Brice, du *Journal* :

Les ennemis cherchent plus que jamais la paix générale. Ils ne redoutent rien autant que de se voir fermer les débouchés du monde. Avis à qui de droit.

L'*Homme Libre* note la différence des conceptions des alliés et de leurs ennemis. Du côté de ceux-ci :

La recherche, non pas de la paix véritable, mais d'un très long armistice de dix ou quinze années. Armistice avec faculté de conserver et de développer le militarisme.

De notre côté :

La résolution inflexible de mettre fin pour toujours au cauchemar de la guerre, à la hantise de l'impérialisme.

L'une ou l'autre de ces deux politiques doit triompher. La victoire seule les peut départager. La France l'a dit hier à l'Allemagne. C'est à l'ennemi de répondre.

LES DECLARATIONS DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Pertinax (*Echo de Paris*), loue le ministre des affaires étrangères :

Félicitons M. Pich

A LA CHAMBRE

Un Débat sur la Politique extérieure

M. Pichon exprime à nouveau nos Buts de Guerre

L'Ordre du Jour approuvant la Déclaration du Gouvernement et faisant confiance est voté par 384 voix contre 0

Paris, 27 décembre. — Les interpellations sur les affaires russes ont valu à M. Pichon, ministre des affaires étrangères, un très gros et très légitime succès. La Chambre s'est unanimement associée à ses déclarations. Les quelques réserves formulées sur certains points particuliers par une minime fraction de l'extrême gauche ne font que souligner davantage l'entière approbation donnée par les représentants de la nation à toutes les parties du discours du ministre des affaires étrangères.

M. Pichon, allant au delà des désirs exprimés par les interpellateurs, s'est expliqué avec autant de netteté que de franchise sur l'ensemble des grands problèmes de l'heure présente

Si l'on compare ce qu'a dit aujourd'hui le ministre des affaires étrangères avec les paroles volontairement vagues, équivoques, des empires centraux, on ne peut manquer d'apprécier la différence qu'il y a entre les procédés de la diplomatie française et ceux de la diplomatie germanique.

M. Pichon, reprenant une à une toutes les propositions que l'Allemagne vient de soumettre aux délégués russes chargés par les bolcheviks de négocier la paix, il en a fait ressortir toute la mauvaise foi et toute l'inanité; il a montré que l'Allemagne ne renonçait nullement à sa politique de conquête et de domination, et il a conclu, aux applaudissements répétés de l'assemblée, que ces propositions ne méritaient pas d'être retenues un seul instant.

Comment pourrait-il en être autrement, étant donné que leur acceptation entraînerait la renonciation définitive de la France à ses droits imprescriptibles sur l'Alsace-Lorraine.

Là encore, M. Pichon a traduit les sentiments de la Chambre en déclarant que la question d'Alsace-Lorraine est une question de morale, et en ajoutant qu'elle est le symbole du droit.

Parlant de nos relations avec nos alliés, de leur succès, de leurs espoirs, de leurs droits qui sont les nôtres, le ministre des affaires étrangères a été non moins heureusement inspiré.

La Chambre, en approuvant toutes ces déclarations, a manifesté qu'elle était en complète communion de sentiments et d'idées avec le gouvernement.

Séance de l'après-midi

La Chambre discute cette après-midi les interpellations de MM. Marius Moutet, Mistral, Longuet, Pressemane, Lairolle, Margaine, sur les événements de Russie.

Au banc des ministres est assis M. Pichon, ministre des affaires étrangères.

Au commencement du débat, la salle est à peu près vide.

M. MOUTET

Le député socialiste unifié critique la diplomatie secrète et approuve dans cet ordre d'idées la politique du Bolchévik Trotzky. Il rappelle les accords conclus par les alliés avec le gouvernement du tsar.

A ce moment, M. Briand se lève à son banc (Mouvement d'attention.)

M. Briand : Ces accords, qui ont été publiés par le gouvernement russe, n'étaient pas un secret pour vous, car je les avais à plusieurs reprises portés devant la commission des affaires extérieures. Vous les connaissiez. Loin de me blâmer, dans sa majorité, la commission aurait plutôt incliné à dire que je n'avais pas fait la part assez large à la France pour ce que vous savez. (Mouvement.)

M. Moutet : Nous avons peut-être eu le tort de ne pas nous inquiéter. Et si aujourd'hui les Anglais remportent d'admirables victoires en Palestine, on peut penser qu'ils seraient mieux à Soissons ou à Reims. On comprend que nous ayons renoncé à la présence de nos amis dans le gouvernement et que nous protestions contre cette politique.

M. Simon : Est-ce que M. Thomas, qui était au ministère, n'a pas connu ces accords ?

M. Moutet conclut : Je demanderai au gouvernement si nous sommes d'accord et s'il entend poursuivre la révision des buts de guerre. Je suis convaincu que c'est nous qui apporterons la seule solution pour mettre fin à la guerre. (Applaudissements à l'extrême gauche et exclamations au centre et à droite.)

L'Angleterre, par la parole de son ambassadeur en Russie, sir Buchanan, s'est déclarée prête à réviser ses buts de guerre.

M. Pichon, ministre des affaires étrangères : La déclaration de sir Georges Buchanan est conforme à celle de tous les gouvernements de l'Entente. Elle ne dit pas qu'il y a lieu de réviser nos buts de guerre, mais que le jour où il y aura en Russie un gouvernement régulièrement constitué, s'appuyant sur la nation, nous serons prêts à examiner avec lui nos buts de guerre en vue d'une paix juste et durable. (Applaudissements.)

M. Moutet : Il faut parler net et clair.

M. Pichon : Soyez tranquille, M. Moutet, je serai clair et net ! (Mouvement.)

M. MARCEL SEMBAT

Après M. Margaine, **M. Marcel Sembat** monte à la tribune.

Il faut voir ce qui peut être sauvé. Ce serait une grave erreur si la France ne reconnaissait pas les maximalistes maîtres du Nord de la Russie. M. Sembat dépeint l'emprise allemande sur la Russie.

Le Ministre des Affaires étrangères

M. Pichon, ministre des affaires étrangères, monte à la tribune :

Le ministre, entrant immédiatement dans le vif de son sujet, aborde la question de nos rapports avec la Russie.

NOS RAPPORTS AVEC LA RUSSIE

« Nous ne poursuivons pas une politique d'inertie en Russie. Les événements actuels sont les plus importants qui se soient accomplis depuis la guerre. Qu'on le veuille ou non, le gouvernement actuel de Pétrograd nous a mis dans l'impossibilité d'entrer en rapport avec lui par ses actes, que M. Pichon énumère : armistice, pourparlers de paix immédiats, publication des traités, refus de reconnaître les obligations financières, instructions aux commissaires du peuple de combattre les alliés, etc., etc.

De pareils actes, contraires aux alliances, ne permettaient pas les rapports. Ce fut l'avis unanime de tous les représentants alliés à Pétrograd et dans leurs capitales.

C'est alors qu'eut lieu la protestation inutile au quartier général. Le 30 novembre, Trotzky sommait tous les peuples d'avoir à commencer les pourparlers de paix le 19 décembre. Les alliés ayant refusé, Trotzky répondit que la révolution n'avait pas besoin d'être reconnue par la diplomatie capitaliste. Dans une déclaration, Trotzky mettait les Allemands sur le même pied que les alliés. Fait caractéristique, s'il attaque sans cesse les gouvernements alliés, Trotzky respecte, au contraire, le gouvernement allemand. (Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche.)

L'empire allemand veut détruire l'armée russe, séparer la Russie et ses alliés et mettre la main sur un empire de 180 millions d'habitants pour se partager ses dépouilles. Il s'agit de retourner les forces du front russe sur la France et plus tard de restaurer l'autocratie en Russie. (Applaudissements au centre et sur divers bancs.)

M. Brizon : C'est du roman ! (Protestations au centre et à droite.)

M. Pichon : Nous avions le devoir de rester en contact avec nos alliés d'hier que je n'ai pas perdu l'espoir de revoir nos alliés de demain.

Nous devions rester en contact avec tous les éléments soucieux de l'indépendance. Il faut qu'on le sache dans toute la Russie, que nous sommes prêts à renouer nos relations avec un gouvernement régulier reconnu par la nation et à examiner avec lui les buts de guerre pour une paix juste et durable.

Est-ce à dire que nous avons une politique de domination. Ceux-là seuls nous en accusent qui, pendant quarante ans préparé l'asservissement du monde, qui ont assailli la Serbie, la Belgique, pris l'initiative de la guerre sous-marine, ravagé le nord de la France et qui n'ont jamais osé d'une façon claire indiquer leurs buts de guerre.

M. Brizon : Vous n'avez pas lu les journaux d'aujourd'hui ? (Vives protestations au centre et à gauche. Bruit prolongé.)

Un vif incident se produit qu'il est malaisé de définir dans les apostrophes échangées par un groupe de socialistes avec M. Millevoye.

M. Millevoye aurait crié : Avocat de l'Allemagne, taisez-vous ! Les socialistes accusent le président de ne pas les faire respecter. M. Deschanel proteste.

LA ROUMANIE

Enfin, le calme revenu, **M. Pichon** répond : Nous n'intervenons pas dans la politique intérieure de la Russie pour autre chose que pour préserver nos intérêts vitaux dans un pays auquel nous unissent une alliance d'un quart de siècle. Nous aidions tous les groupements dans leurs aspirations légales. Nous le faisons d'autant plus, que nous devons protéger notre noble alliée la Roumanie chez qui notre mission militaire occupe une place si importante. Nous avons mis à la disposition de la Roumanie tous les moyens qui lui permettront de résister. Nous lui avons acquis le concours de nos alliés. L'armistice n'a pu être malheureusement évité, mais le malheur de la Roumanie comme celui de la Serbie et de la Belgique n'aura qu'un temps. (Applaudissements.)

NOS BUTS DE GUERRE

Le ministre en arrive à ce point, impatiemment attendu, de ses déclarations : les buts de guerre.

M. Pichon : Nos buts de guerre sont inscrits dans les déclarations répétées de nos gouvernements et les ordres du jour du Parlement **Vaincre d'abord, comme l'a répété M. Lloyd George après M. Clémenceau en disant qu'on n'aura la paix que par la victoire. Pourquoi vaincre ? Pas pour conquérir, pas pour opprimer, pas pour dominer. Toutes les manifestations de tous nos alliés comme de nous-mêmes sont les mêmes. Vous y chercherez en vain une pensée de conquête. Pourquoi vaincre ? Pour assurer une paix de justice, pour assurer la libération de nos départements envahis, le rétablissement du droit par la reprise du bien arraché à la France par la force, c'est-à-dire le retour de l'Alsace-Lorraine à la patrie.** (Double salve d'applaudissements à droite, au centre et à gauche et sur quelques bancs socialistes.)

Voix à l'extrême gauche : Nous voulons autre chose que des mots ! (Vives protestations à gauche, au centre et à droite.)

M. Pichon : Réparation des dommages, garanties d'une paix durable par une organisation.

M. Renaudel : Laquelle ?

M. Pichon. La Société des nations. Nous n'avons jamais cessé de demander autre chose.

M. Moutet a essayé de mettre le président Wilson en désaccord avec nous-mêmes. Nous sommes en accord complet sur tous les points, et nous ne pouvons que donner notre entière approbation au Message du président Wilson, dans lequel il a dit : « Il faut vaincre d'abord ! et alors nous serons prêts à traiter avec des représentants du peuple allemand dûment autorisés et décidés à réparer, selon la justice et le droit, les torts que des souverains ont fait. (Applaudissements.)

M. Pichon rappelle les paroles du président Wilson dans le Message du 3 décembre, et jamais, dit-il, les alliés n'ont voulu annexer un peuple sans son assentiment ni détruire le peuple allemand. Nous avons des devoirs envers la Pologne, dont parlaient le président Wilson, M. Sonnino, M. Briand, M. Asquith, à savoir que nous la voulons libre, indépendante, indivisible. (Vifs applaudissements unanimes.)

Ces principes s'appliquent aux populations arméniennes, livoniennes, syriennes. Or, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes est un sophisme, disait le comte Czernin.

L'ALSACE-LORRAINE

On comprend que l'Allemagne et l'Autriche se soient toujours refusées à définir ce qu'elles veulent. Paix sans annexion, a dit le Reichstag, et nous avons assisté à deux crises de chancellerie. Aujourd'hui ils se gardent de dire ce qu'ils comptent faire de la Belgique et du Nord de la France.

Toutes les fois qu'il y a eu des offres indirectes de paix, le gouvernement allemand refusa de faire des communications précises. C'est ce qu'il advint en septembre dernier, comme l'a dit le premier ministre britannique. Ce que nous savons, en ce qui nous concerne, c'est qu'ils ne nous rendront jamais l'Alsace-Lorraine. Ils l'ont proclamé par la bouche de von Kuhlmann. La question est mondiale, parce que c'est la cause du droit lui-même. (Vifs applaudissements.)

Nous nous battons non seulement pour la question d'Alsace-Lorraine, mais pour la liberté du monde. La question d'Alsace-Lorraine, c'est un programme moral. (Vifs applaudissements.)

Selon qu'elle serait rendue ou non, il y aurait ou il n'y aurait pas une paix morale pour les nations. L'entrée des Anglais à Jérusalem signifie la libération de l'Asie. Elle sera soumise à un régime international de liberté. La France est plus qualifiée que quiconque pour l'assurer.

LES TRAITES SECRETS

Je croyais l'incident des traités secrets terminé en ce qui concerne la Russie.

En ce qui concerne l'Italie, ce noble pays n'avait rien qui le poussait à se battre à nos côtés, si ce n'est son souci du droit et le complément de son unité. Il n'y eut pas de mouvement plus populaire que celui-ci. Dans ce qui a été publié on n'a rien trouvé qui puisse nous mettre en opposition avec nos principes. Est-ce que les maximalistes pourraient soutenir qu'il n'y a rien de secret dans leur diplomatie ? Qu'est-ce que nous savons des clauses de l'armistice en dehors des résultats, et pourtant on avait prétendu traiter en notre nom.

Dans les négociations, les uns viennent avec leurs chimères les autres avec leurs réalités appuyées sur la force des baïonnettes. Trotsky, parlant avec notre ambassadeur, M. Noulens, et s'apitoyant sur les malheurs de la guerre, dit : « Si les pourparlers avec les empires centraux échouent, nous ferons la guerre révolutionnaire. » Dans tous les cas, disait-il, la Constituante se prononcera. Souhaitons qu'elle ne soit pas dissoute, comme elle en a été menacée déjà.

LES PROPOSITIONS DE PAIX DE L'ENNEMI

Le ministre atteint ici le deuxième point capital de ses déclarations. Il va répondre aux propositions de paix que nos ennemis ont remises aux délégués de Lenine.

Aux dernières nouvelles, l'Allemagne a répondu qu'elle ne pouvait accepter la paix sans certaines conditions que nous avons énumérées.

Le ministre énumère les conditions de paix des ennemis et ajoute :

Elles se résument en ceci : « Statu quo » territorial, « statu quo » économique avec vagues promesses de référendum.

M. Brizon : Ce n'est pas mauvais. (Protestations.)

M. Pichon : L'Allemagne essaie de nous entraîner dans cette paix.

Après les pertes épouvantables que nous avons subies, après l'héroïsme de nos soldats, après la vitalité que nous avons montrée si magnifiquement, s'il est ici quelqu'un qui croit que nous puissions admettre de telles propositions de paix, qu'il se lève et qu'il le dise !

Des applaudissements chaleureux éclatent sur tous les bancs, de la droite à la gauche; une petite poignée de socialistes y joignent les leurs. Le reste des socialistes garde le silence.

Le ministre ajoute avec force :

Le jour où nous serons saisis directement d'une proposition de paix, nous l'examinerons. C'est une proposition indirecte dont il s'agit aujourd'hui; nous ne pouvons nous y arrêter un seul instant. (Salve d'applaudissements et bravos à droite, à gauche, au centre et sur quelques bancs socialistes.)

SOYONS RESOLUS ET PATIENTS

De sang-froid, il faut envisager la situation. M. Pichon invite la Chambre à le faire, et il ajoute :

Soyons résolus; soyons patients ! Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les desseins de l'Allemagne : ou la capitulation de la Russie ou briser les négociations. La guerre continuera. Un allié nous manque; sa puissance a joué un rôle considérable en ces dernières années. C'est un gros succès pour l'Allemagne que l'événement qui lui laisse la liberté de ses mouvements sur le front russe. **D'autres alliés nous viennent : les Etats-Unis d'abord, avec leur force matérielle et morale.**

M. Brizon : Dans trois ans. (Vives protestations.)

Le Président : Je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

M. Millevoye : Donnez-lui un passeport pour Berlin.

Le ministre : C'est une levée en masse qui s'organise aux Etats-Unis. Les autres alliés ne nous ont pas ménagé leur appui. La question dont a parlé M. Margaine a été envisagée. L'unité d'action a été réalisée pour les transports, les finances, l'armée, la marine; un organe central a été créé, la solidarité des alliés se manifeste en Italie; demain, cette même solidarité se manifestera sur le front de Salonique. L'Allemagne a entrepris une tâche impossible, celle de vaincre le monde. Le monde vaincra ! Nous aurons une tâche importante dans ce triomphe. La France, a dit le président Roosevelt, a sauvé l'âme du monde, et elle sera en plein accord avec la Chambre. (Salve d'applaudissements à droite, au centre, à gauche et sur quelques bancs à l'extrême gauche.)

M. Clémenceau félicite M. Pichon.

M. Sembat reconnaît les excellents efforts de M. Pichon, mais il craint que notre attitude soit de passivité dans les négociations germano-russes.

Puisque tous les Etats alliés sont d'accord, le meilleur moyen de rompre le tête-à-tête russo-allemand, c'est de produire nos propositions. Si nous continuons à laisser les Russes en tête-à-tête avec les Allemands, nous aurons mal servi la France. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

La clôture est prononcée.

LES ORDRES DU JOUR

Deux ordres du jour sont déposés : 1° Par les socialistes Longuet, Mistral et Pressemane, auquel MM. Sembat et Moutet joignent leur signature, et qui dit en substance :

« La Chambre, persuadée que la révolution russe restera fidèle à son idéal, invite le gouvernement à publier les traités secrets et à annoncer nos buts de guerre. »

La priorité est refusée à cet ordre du jour par 411 voix contre 99.

MM. Simyan, Henry Roy, Lauraine proposent l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement, confiante en lui et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

LE VOTE

Cet ordre du jour est voté par 384 voix contre zéro.

Séance levée à 9 h. 25.

LE SCRUTIN

Paris, 27 décembre. — L'ordre du jour des socialistes MM. Longuet, Moutet et Mistral a été écarté par 378 voix contre 103. (Les chiffres annoncés en séance étaient 411 contre 99.)

Ont voté pour : 87 socialistes unifiés, 12 radicaux et radicaux-socialistes, 2 républicains-socialistes, 2 sauvages, 11 n'ont pas pris part au vote, 57 députés étaient absents par congé.

Les Événements de Russie

Les Négociations des Bolcheviks avec l'Ukraine

Pétrograd, 25 décembre. — Il semble qu'une certaine détente soit survenue dans la marche des hostilités entre les troupes bolcheviks et les troupes ukraniennes. Cette détente doit être probablement attribuée au désir qui existe de chaque côté d'éviter de nouvelles effusions de sang. Le gouvernement bolchevik essaie de traiter avec l'Ukraine parce qu'il désire vivement employer toutes les forces dont il dispose contre Kaledine, qu'il considère comme identifié avec la cause des cadets et qu'il croit favorable à la restauration de la monarchie.

La Garnison de Pétrograd défend la Constituante

Pétrograd, 26 décembre. — **Les journaux du soir enregistrent le revirement de l'état d'esprit de la garnison, la plupart des corps insistant de plus en plus énergiquement sur la convocation immédiate de la Constituante.**

Au cours de plusieurs meetings de soldats, des discours ont été prononcés dans ce sens.

Les Maximalistes ont de l'Argent pour leur Propagande à l'Étranger

Paris, 27 décembre. — Un radio-télégramme de Pétrograd signé Trotzky, déclare : « Prenant en considération que l'action du Soviet repose sur la solidarité et la confraternité des prolétariats de toutes les nations, que la guerre contre l'impérialisme ne peut être menée à une victoire complète que par les forces internationales, le Soviet des commissaires du peuple juge indispensable de venir en aide par tous les moyens possibles et même par les moyens pécuniaires aux milieux internationalistes de tous les pays et de leur apporter cette aide sans considérer s'ils appartiennent à des pays en guerre ou alliés avec la Russie ou conservant avec elle des relations de neutralité. Pour ces raisons, le Soviet a décidé de mettre à la disposition des représentants étrangers des commissaires du peuple une somme de 2 millions de roubles destinée aux besoins du mouvement internationaliste. »

La Misère des Officiers

Pétrograd, 27 décembre. — Réduits à la misère par les derniers décrets de Lénine, les officiers forment des équipes d'ouvriers pour décharger les trains de marchandises et effectuer d'autres travaux physiques.

La Guerre civile en Sibérie

Tomsk, 27 décembre. — La lutte dure depuis deux jours, le succès passant alternativement des cosaques et aspirants officiers à la garnison.

Communiqué belge

Le Havre, 27 décembre.

Pendant les quarante-huit heures écoulées, faible activité sur le front belge.

Toutefois, pendant la nuit du 26 au 27 décembre, les tirs d'artillerie ont été assez intenses dans le SECTEUR DE DIXMUDE.

Communiqué portugais

Front de bataille, 25 décembre.

Vive activité d'artillerie sur notre front au cours de la semaine et engagements réciproques de patrouilles.

Communiqué italien

Rome, 27 décembre (officiel).

Sur tout le front, il n'y a eu que des actions d'artillerie, plus intenses sur le PLATEAU D'ASIAGO, où nos batteries ont exécuté des concentrations efficaces de feux et tenu plusieurs points sous leurs tirs d'interdiction.

Bataille aérienne au-dessus de Trévise

Les Italiens et les Anglais abattent 11 avions ennemis.

Rome, 27 décembre (officiel).

Une grande bataille aérienne, à laquelle ont pris part des escadrilles de chasse et des batteries antiaériennes anglaises et italiennes, a eu lieu sur TREVISE.

Dans la matinée, vingt-cinq appareils, favorisés par le brouillard, sont arrivés sur un de nos champs d'aviation à l'ouest de la ville et en ont commencé le bombardement. Accueillis par le feu violent des batteries antiaériennes et attaqués impétueusement par les avions de chasse, ils ont dû se replier avant d'avoir pu accomplir l'opération.

Huit appareils ennemis ont été abattus.

Plus tard, vers douze heures trente, une autre escadrille ennemie, composée de huit appareils, a tenté de nouveau l'épreuve, mais elle a été affrontée sur MONTE BELLUNA et contrainte à se replier après avoir perdu trois appareils.

Des onze appareils ennemis abattus, huit sont tombés dans nos lignes et trois dans les lignes adverses. Tous nos appareils sont rentrés à leur base.

Les dégâts causés par le bombardement sont insignifiants.

Trévise, chef-lieu de province, est une ville de 40,000 habitants environ, située sur la voie ferrée de Venise à Udine, à 12 kilomètres environ à l'ouest du Piave et à une vingtaine de kilomètres de l'Adriatique.

Venise est plus au sud, à 25 kilomètres environ.

Monte-Belluna, chef-lieu d'arrondissement, compte environ 13,000 habitants. C'est une station du chemin de fer de Feltre à Venise par Trévise, à 20 kilomètres environ au nord-ouest de cette dernière ville.

Echec portugais au Mozambique

Lisbonne, 27 décembre (officiel). — Les forces allemandes, s'élevant à 2,000 hommes, appuyées par dix mitrailleuses et deux canons, ont attaqué les positions portugaises de la montagne Mkula, occupées par le capitaine Curado et par 250 soldats, assistés de cinq mitrailleuses, et sont parvenues, après trois jours de combat, à emporter d'assaut les dites positions, faisant un certain nombre de prisonniers, dont le capitaine Curado, huit officiers, dix-sept sergents et un caporal. Les pertes portugaises s'élèvent à quarante hommes, y compris le lieutenant Viriato Lacerda.

Le jour suivant, les Allemands ont libéré les prisonniers.

Les Portugais ont, avant qu'elles ne tombent au pouvoir de l'ennemi, rendu les mitrailleuses inutilisables.

LES PORTUGAIS VONT ETRE VENGES

Londres, 27 décembre. — Un télégramme de Dar-Es-Salam (Afrique orientale), annonce que depuis que nous avons chassé l'ennemi hors des frontières, nous avons fait des préparatifs pour poursuivre le général von Letton Vorbeck sur le territoire de l'Afrique orientale portugaise. Les forces ennemies se sont dispersées en petits groupes, et on espère les réduire avant le commencement de la saison des pluies.

CHRONIQUE DU PALAIS

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Présidence de M. LULÉ-DEJARDIN, juge

Deux jeunes gens de 19 ans, François Lacoste et Jules Morin, l'un et l'autre sans domicile connu, ont, durant de longues semaines, commis de nombreux vols de marchandises au préjudice de négociants de notre ville. Ils écoulaient le produit de leurs vols grâce à la complicité de deux femmes, dont une logeuse en garni.

Jeudi, le tribunal les a condamnés chacun à **huit mois de prison.** Leurs complices ont été condamnées par défaut, la logeuse à **quatre mois,** l'autre à **un mois de prison.**

— Prudent Sin, rue des Faures, et Téode Salagnac, rue Le Reynardt, qui bousculèrent des agents intervenus parce qu'ils jouaient « à la tiape », ont été condamnés respectivement à **un mois** et à **deux mois de prison.**

LA VENTE DU PAIN FRAIS

Paris, 27 décembre. — La Chambre criminelle de la Cour de cassation a statué sur un pourvoi formé par le procureur général de Bourges contre un arrêt de cette cour qui a confirmé un jugement à 16 fr. d'amende contre un boulanger qui fut condamné à la dite peine par le tribunal de simple police pour vente de pain frais. L'affaire était de la compétence du tribunal correctionnel. La Cour suprême a donné gain de cause au procureur général en cassant l'arrêt, mais en raison d'une législation nouvelle touchant la vente du pain, a dit qu'il n'y avait pas lieu à renvoi.

Observatoire de la Maison Larghi

Le 27 décembre

Heures	Therm.	Baром.	Ciel	Vents
Minima de la nuit	— 5.0	»	»	»
3 heures du matin	— 3.5	767.0	»	»
Midi	0.5	765.0	»	»
Maxima du jour	1.4	»	»	»

BORDEAUX

1

Il y a un an

29 DECEMBRE 1916

La France et l'Angleterre reconnaissent l'émir et chérif de La Mecque, en qualité de roi du Hedjaz.

Citations à l'Ordre

— Est cité à l'ordre du... corps d'armée coloniale, M. Marc-Gabriel-Raymond Besse, médecin-major de 2e classe au groupe de brancardiers de la ...e division coloniale : « Médecin-major du groupe de brancardiers divisionnaire depuis un an, a dirigé son service avec le plus grand dévouement aux combats sur la Somme (novembre et décembre 1916), l'Aisne (janvier-avril 1917), Verdun (septembre-octobre 1917). Officier très actif et courageux, tient à se placer dans les postes avancés du G. B. D. et se donne en exemple à ses inférieurs en se rendant lui-même dans les zones les plus dangereuses pour assurer l'évacuation rapide des blessés. »

M. le médecin-major Besse est le fils du maire de Saint-Sulpice-de-Ribérac et le neveu de M. Mulac.

— Est cité à l'ordre du corps d'armée colonial, Fernand-Aristide Rippes, adjudant au 3e d'infanterie coloniale : « Vieux serviteur qui, appartenant par son âge à l'armée territoriale, sert sur sa demande dans un régiment actif et y donne l'exemple d'un entrain remarquable et d'un courage à toute épreuve. S'est distingué au cours des combats violents des 10 et 11 octobre 1917. »

— Est cité à l'ordre de la division, le sergent Jean-André Gourdon, du 16e bataillon de chasseurs à pied : « Chargé de diriger le convoi de ravitaillement du bataillon sous un bombardement par des obus asphyxiants d'une extrême violence, a accompli sa mission en se maintenant pendant plus de trois heures sous une nappe de gaz, donnant au personnel sous ses ordres le plus bel exemple de sang-froid et d'esprit du devoir. »

M. André Gourdon était avant la mobilisation employé aux Dames de France à Bordeaux.

— Est cité à l'ordre de l'infanterie divisionnaire, Louis Stutter, sergent au 43e régiment d'infanterie, 1re compagnie : « Gradé très brave et courageux; s'est particulièrement distingué au combat du 16 avril 1917, par son énergie et son entrain. A admirablement entraîné sa section à l'attaque des lignes allemandes. »

— Est cité à l'ordre du régiment, Paul Cruchon, soldat à la 1re compagnie de mitrailleuses du 144e régiment d'infanterie : « Au front depuis le début; très bon soldat, dévoué, courageux; a toujours montré l'exemple à ses camarades, notamment lors de l'offensive d'avril 1917. »

Consommation du Pain

La préfecture nous communique la note suivante :

En raison du rendement déficitaire des récoltes, le gouvernement a été amené à arrêter une série de mesures destinées à réduire au strict nécessaire la consommation du pain dans notre pays.

Le décret du 30 novembre 1917 a fixé notamment un taux de ration journalière par habitant, variant de 200 grammes pour les enfants et les personnes de situation aisée, à 600 grammes pour les personnes de situation très modeste et les ouvriers occupés à de durs métiers.

Le classement des habitants par catégorie va commencer incessamment, mais en raison du délai nécessaire pour son exécution, et afin d'aboutir, déjà, à un rationnement indispensable, M. le Ministre de l'agriculture et du ravitaillement a décidé de réduire, dès à présent, de 20 %, les quantités de farine mises à la disposition des boulangers. Ces derniers vont donc être obligés de diminuer les quantités de pain qu'ils fournissaient jusqu'ici à leurs clients.

Chaque habitant doit, en conséquence, réduire de lui-même sa commande au boulanger, dans la proportion d'un cinquième. Cette réduction, si elle est scrupuleusement observée par chacun permettra d'atteindre le taux moyen du pain disponible par habitant.

La mise en application de la carte de pain, prévue par le décret, pour les villes de 20,000 habitants et au-dessus, n'a pas encore été envisagée dans la Gironde. Elle ne le serait que si l'essai qui va être tenté n'aboutissait pas au résultat recherché.

La population girondine, qui a déjà donné tant de preuves de sa sagesse et de son patriotisme, comprendra qu'il est de son devoir et de son intérêt de se soumettre spontanément à cette restriction depuis longtemps déjà en vigueur chez nos alliés. En limitant sa consommation en pain à la quantité strictement indispensable, elle rendra disponible de nombreux navires jusqu'ici exclusivement affectés à l'importation des céréales, et permettra ainsi leur utilisation pour le transport des troupes et du matériel qui viendront renforcer sur notre front et avancer l'heure de la victoire.

Fabrication et vente du Pain

Aux termes du décret du 30 novembre 1917, le pain doit être fabriqué avec de la farine de froment mélangée ou non avec de la farine des succédanés autorisés par la loi du 8 avril 1917. La vente du pain de consommation courante, entier ou par morceau, se fait au poids. En conséquence, le vendeur doit ou ajouter l'appoint ou n'exiger que le prix correspondant au poids du pain.

Sont autorisées la fabrication et la vente des pains de régime ou de santé, et des pains de fantaisie. La vente de ces pains a lieu à la pièce, ou au poids, suivant les usages locaux. Toutefois, le pain de fantaisie ne peut être vendu à la pièce qu'à la condition que la boulangerie soit approvisionnée en pain de consommation courante. En cas d'épuisement de la provision de pain de consommation courante, le boulanger est tenu de vendre au poids le pain de fantaisie.

Dans les hôtels, restaurants et autres établissements d'alimentation, ouverts au public, il est interdit de servir par repas et par consommateur : 1° plus de 100 grammes de pain, si le prix du repas est supérieur à 4 fr.; 2° plus de 200 grammes de pain, si le prix du repas ne dépasse pas cette somme.

Meunerie

Tous les moulins sont placés sous le contrôle du ministère du ravitaillement.

A partir du 1er janvier 1918, les meuniers devront dresser un inventaire et facturer au nom du préfet (bureau permanent des céréales) tous les grains possédés par eux dans leurs moulins et transmettre ensuite ces factures à la préfecture. Après vérification, ces grains leur seront rétrocédés aux prix réduits fixés par le décret. La même procédure sera appliquée aux marchands de grains qui céderont leurs céréales à l'Etat. Pour les farines détenues par les meuniers et faites avec des grains payés aux taux taxés, une évaluation analogue sera faite. Il en sera de même pour les boulangers qui auraient des provisions de farine.

La différence existant entre les factures adressées à la préfecture par les meuniers et marchands de grains et celles qui leur seront envoyées pour rétrocession sera réglée le plus rapidement possible.

Pour éviter tout arrêt dans les approvisionnements, les meuniers devront continuer leurs achats et leur travail, mais comme ces opérations seront faites pour le compte de l'Etat, les intéressés devront les signaler au bureau permanent.

Des indications précises leur seront données pour l'application immédiate des quantités achetées.

Répartition du Sucre

Avis au Commerce de l'Epicerie

La remise des coupons et des bons de novembre, mais uniquement des coupons et des bons de novembre, devra s'effectuer à partir du mercredi 2 janvier 1918 :

1° Pour les communes de Bordeaux, Bègles, Talence, Caudéran, Le Bouscat, Bruges, dans les bureaux des raffineries locales : Abribat, 130, rue Achard; Bertault, 59, rue de Tivoli, et 9, rue du Moulin; Frugès, 32, quai Sainte-Croix, dans l'ordre suivant :

Les 2 et 3 janvier, les commerçants dont le nom commence par les lettres A, B, C.

Les 4 et 5 janvier, ceux des lettres D, E, F, G, H, I, J, K.

Les 7 et 8 janvier, ceux des lettres L, M, N, O.

Les 9 et 10 janvier, ceux des lettres P, Q, R, S, T, U, V, X, Y, Z.

2° Pour les autres communes du département, les coupons et les bons de novembre, mais uniquement les coupons et les bons de novembre, devront être remis à la mairie de chaque commune.

Les coupons ainsi déposés dans les mairies devront, conformément aux instructions antérieures, être envoyés à la préfecture, accompagnés des bordereaux réglementaires, et parvenir au Comité de répartition entre les 2 et 15 janvier 1918.

Caisse d'Epargne de Bordeaux

Pour faciliter le travail de fin d'année, les guichets de la Caisse d'épargne seront fermés aux versements et aux remboursements lundi prochain 31 décembre.

Obligations des Agriculteurs des Classes anciennes

La commission de la main-d'œuvre agricole nous communique la note suivante :

« Il est rappelé aux agriculteurs des classes anciennes détachées à la terre que, porteurs du brassard, ils doivent tout leur temps à l'agriculture et à la viticulture. Ils ne sont pas libres d'effectuer n'importe quel travail mais doivent faire spécialement des labours, ensemencements de céréales de printemps (blés Manitoba, avoines, pommes de terre, plantes sarclées) et s'occuper des divers travaux de la vigne.

» Deux ou trois jours par semaine, suivant le cas, ils doivent effectuer ces mêmes travaux pour le compte des veuves et des familles éprouvées par la guerre au point de vue agricole. Toute commune qui négligera d'ensemencer les quantités de céréales suffisantes et ne maintiendra pas son vignoble dans un état satisfaisant, pourrait se voir retirer la main-d'œuvre dont elle dispose : classes anciennes, prisonniers, main-d'œuvre étrangère.

» Tout mobilisé à la terre ou détaché temporaire qui n'exécutera pas ces prescriptions sera immédiatement rappelé au dépôt avec sanction.

» Toutefois, et à titre exceptionnel, en raison de la rigueur de la température qui arrête momentanément les travaux agricoles et viticoles, les hommes détachés au titre des classes anciennes peuvent être employés à la coupe des bois de chauffage, à l'arrachage des vignes et à des travaux de tonnellerie.

» Cette dérogation aux instructions générales ne devra pas dépasser la fin du mois de janvier, sauf nouvelle tolérance dictée par les conditions atmosphériques.

» Dans les communes où la chose est possible il y aura lieu pour intensifier le travail de production de bois de chauffage, de constituer des équipes de bûcherons avec les hommes disponibles des vieilles classes qui n'auraient pas de travaux personnels à exécuter.

» Le service du contrôle militaire de la main-d'œuvre agricole a mission de veiller à l'exécution de la présente Note. »

Fête franco-américaine

Le 30 décembre 1917, aura lieu dans les halls de la Banque de France, une réunion franco-américaine, au profit de l'hôpital 40, sous le patronage d'honneur de MM. le général Hallouin, commandant la 18e région, et le général américain X...

Une musique américaine prêtera son concours à la fête, ainsi que de distingués artistes bordelais.

On se procure des cartes 15, rue Esprit-des-Lois.

GRANDE BOUCHERIE E. HELIÈS
4, Place des Capucins, 4

Samedi 29 courant, ouverture de la Grande Boucherie. Bœuf : filet, cuisse et beefteack, 1 fr. 90 le 1/2 kil. Anguille et caprin, 1 fr. 50; poitrine et cou, 1 fr. 20. Mouton : gigot, côtes fines et longe, 1 fr. 90.

Les « Tiapeurs »

Les amateurs de ce jeu spécial se recrutent, on le sait, tout particulièrement dans le monde de la pègre.

Notre service de police, notamment les agents cyclistes, font quotidiennement la chasse aux tiapeurs, individus louches, pour la plupart d'origine espagnole, qui préfèrent demander à ce jeu clandestin les ressources que pourrait leur procurer un honnête travail.

Les joueurs se réunissent généralement sur les quais, autant que possible à l'abri des regards indiscrets. Pendant qu'ils se livrent à leurs opérations, des pisteurs, postés non loin de là, guettent l'arrivée toujours possible des agents. Dès que ceux-ci sont signalés, les joueurs se hâtent de ramasser les enjeux et se dispersent dans toutes les directions. Fort heureusement, il advient assez souvent que les délinquants n'ont pas le temps de s'enfuir. Pris sur le fait, ils sont appréhendés et les enjeux sont saisis

Quelquefois, nos braves agents doivent soutenir de véritables combats et défendre, révolver au poing, leurs captures contre les « aminches » accourus on ne sait d'où, pour arracher les prisonniers aux mains des représentants de l'ordre. Les femmes même s'en mêlent, et ce ne sont pas les moins difficiles à calmer.

Ainsi, mercredi, vers trois heures de l'après-midi, le personnel des agents cyclistes, sous la direction du garde-champêtre Lussaud,